

M. Prud'homme: Il ne m'a laissé que trois minutes, je regrette de devoir le dire. Il aurait pu parler de nos échanges commerciaux avec l'Europe. En 1980 ils ont atteint 9.4 milliards par rapport à 7.2 milliards de dollars en 1979. De 1962 à 1980 ils sont passés de 1.3 milliard à 9.4 milliards de dollars. Nous aurions pu parler...

[Français]

... du Canada et de l'Europe occidentale. Nous aurions pu parler aussi du Japon, des relations extraordinaires avec le Japon, où nous avons connu un commerce de 1 milliard de dollars, lequel atteint maintenant 7 milliards de dollars. Malheureusement, le temps ne nous permet pas de tout faire en même temps dans la même journée. Je remercie, par contre, l'honorable ministre, secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan), qui a bien voulu donner à notre comité des affaires extérieures et de la défense nationale le mandat d'étudier les relations entre le Canada et l'Amérique latine. Nous avons immédiatement entrepris cette tâche qui était, à mon avis, urgente parce que l'Amérique latine, pour nous du Canada, représente un nouveau territoire, et je suis très heureux que mon collègue, le député de Labelle (M. Dupras) ait été choisi comme président. D'abord, je le lui avais proposé. Il a accepté de présider cette commission, et je trouve que c'est très important, parce que depuis des années nous avons négligé nos relations avec l'Amérique latine. Nous avons maintenant un comité. Je sais que l'honorable ancien secrétaire d'État siège à ce comité, et j'espère que nous aurons l'occasion d'avoir à ce ministère une nouvelle vision sur les relations entre le Canada et l'Amérique latine.

J'aurais voulu parler, et je le ferai dans les deux dernières minutes de mon discours, à condition que peut-être on m'accorde deux ou trois minutes de plus, comme on l'a fait pour l'honorable député d'Edmonton-Sud (M. Roche), mais d'abord je voudrais dire trois mots sur le ministère des Affaires extérieures. Le ministre est présent, et je l'en remercie. Je veux lui dire que s'il y a un ministère pour moi—et ce sont des vœux qu'il connaît, et je sais qu'il fait des efforts constants—mais s'il y a un ministère qui doit refléter le bilinguisme dans toute la grande hiérarchie fédérale, de tous les ministères, j'insiste et j'ai toujours insisté sur ce fait, ce doit être le ministère des Affaires étrangères, qui se doit d'être le reflet de la dualité culturelle. Nous ne devons jamais cesser nos efforts, tant dans le recrutement que dans les promotions. Et parlant de promotion, je souhaiterais que nous accueillions beaucoup plus de femmes qu'on en retrouve actuellement.

Monsieur le président, je voudrais dire au ministre que nous devons nous assurer que nos fonctionnaires au ministère aient cette facilité d'adaptation au monde qui change. Je suis très sensible à cette question. Nous sommes dans un univers en complet changement et, en 1981, ce n'est plus les Nations Unies de 1945. Ce n'est plus le club fermé, c'est un club où des centaines de nouveaux individus siègent. Et je souhaite qu'au ministère des Affaires extérieures nous ayons cette sensibilité de comprendre les changements qui se produisent, contrairement à ce qui a toujours existé, l'ancien club du Commonwealth, la francophonie, toute cette nouvelle attitude, et je sais que le ministre est très sensible à cette question. Je voudrais aussi pendant quelques instants, puisqu'on n'a pas été assez généreux pour moi, insister sur ce que j'ai toujours fait comme

Relations Nord-Sud

représentation chaque fois que je vais aux Nations Unies, l'importance que représente la mission canadienne.

Toujours dans ce contexte d'un monde changeant, nous nous devons d'avoir à la mission canadienne aux Nations Unies des gens qui comprennent, qui ont la sensibilité et la connaissance, l'amitié, la main tendue vers ces nouveaux pays qui, depuis quelques années, ont fait une demande bien péniblement, mais qui vont aux Nations Unies peut-être énerver les anciens membres, en criant leur désarroi, en criant leur pauvreté, mais c'est le seul endroit au monde où ils peuvent être entendus. Je crois qu'il nous faut être patients, compréhensifs, il faut savoir attendre, savoir les recevoir, savoir les comprendre. Les Nations Unies, dans la vie de 1981, c'est la priorité numéro un du ministère des Affaires extérieures. J'aurais voulu naturellement parler de nos relations avec les États-Unis, mais je vais terminer sur une note qui m'anime depuis au-delà de 15 ans, même si je suis député depuis 18 ans, la question du Moyen-Orient.

[Traduction]

Je suis tout à fait stupéfait qu'aucun député de l'opposition officielle n'ait jugé bon de faire allusion à l'un des ouvrages les plus remarquables, rédigé par un des leurs. Il s'agit du rapport du représentant spécial du gouvernement du Canada et ambassadeur extraordinaire, M. Stanfield, soit le rapport Stanfield sur le Moyen-Orient. Je l'ai lu six fois, tant en français qu'en anglais, pour m'assurer que j'avais bien compris toutes les nuances dont M. Stanfield cherchait à faire part intelligemment au gouvernement conservateur de l'époque.

Je ne voudrais pas qu'on m'arrête en ce moment car il est toujours des plus dangereux de parler à la légère du Moyen-Orient. Je me fie à mon expérience du passé. Si je puis, avec l'indulgence de l'Orateur et le consentement de la Chambre, disposer de cinq minutes supplémentaires, je voudrais brièvement faire consigner mon point de vue sur la question du Moyen-Orient.

M. l'Orateur adjoint: Y a-t-il consentement unanime pour accorder cinq minutes de plus au député?

Des voix: D'accord!

M. Prud'homme: Mon point de vue est très simple. Je ne vois pas pourquoi certains ne l'ont jamais compris ou encore n'ont jamais compris la position adoptée par mon parti.

Quiconque s'est déjà rendu au Moyen-Orient, quiconque a déjà visité la Jordanie, la Syrie, l'Iraq, l'Égypte, le Liban, Israël et les autres pays de cette région du globe, sait qu'à moins de régler le conflit palestinien, on ne saurait résoudre les problèmes du Moyen-Orient. Depuis les 13 dernières années, je n'ai jamais pu comprendre qu'on ne s'en soit pas rendu compte auparavant. Est-ce trop demander aux gens que de comprendre qu'il existe une nation dite palestinienne à laquelle il faudrait reconnaître le droit d'exister en tant que pays? Est-ce être antisémite que de professer cette opinion? Ceux qui le pensent devraient lire le rapport de M. Stanfield. Est-ce être anti-israélien de dire que nous pourrions être aussi amis des pays arabes? Je l'ai toujours pensé. Nous devons trouver un chemin avec patience, amour et compréhension. Faut-il que nous connaissions un autre Zimbabwe, faut-il que des milliers de personnes meurent pour qu'un pays devienne indépendant? Devrons-nous passer par le même épisode en Namibie? Pourquoi a-t-il fallu connaître la même situation en Algérie et en Angola? Pourquoi ne comprenons-nous pas?